

La guerre en Ukraine. Opinions convergentes ou contrastées dans les pays d'Europe centrale et orientale?

Sergiu Mişcoiu
Faculté d'Etudes Européennes
Université Babeş-Bolyai
Cluj-Napoca, Roumanie
miscoiu.sergiu@ubbcluj.ro
ORCID: 0000-0002-3148-8817

Résumé — La Guerre en Ukraine a été déjà abondamment approchée du point de vue de l'impact sur la sécurité des pays de l'Europe centrale et orientale (PECO). La plupart des recherches se sont concentrées sur le type de réponse des PECO, voire sur des éléments comme le renforcement de la sécurité par l'appel au redéploiement des troupes de l'OTAN dans la région, le soutien et application des sanctions européennes et internationales contre la Russie ou l'adoption des mesures pour combattre la propagande pro-russe. Mais quel est le regard des citoyens de la région sur l'ensemble de ces mesures ? Comment les citoyens des PECO perçoivent-ils la nouvelle donne en matière de sécurité ? Dans quelle mesure adhèrent-ils à la politique de leurs Etats respectifs et à celle de l'Union Européenne sur la guerre en Ukraine ? Ayant comme point de départ des données quantitatives agrégées, nous nous proposons dans cette communication d'explorer les résultats d'une enquête qualitative de terrain effectuée en Hongrie, Pologne et Roumanie.

Mots-clé — guerre, Russie, Ukraine, Europe Centrale et Orientale, citoyens, attitudes style

I. INTRODUCTION

La multitude d'effets que la guerre en Ukraine a entraînés pour les pays de l'Europe centrale et orientale a déjà fait l'objet d'une série d'analyses qui se sont en grande partie concentrées sur les aspects relevant plutôt de la « haute politique », comme, par exemple, les mesures de sécurité prises par les Etats de la région, la réorientation des budgets vers la consolidation de la défense,¹ la collaboration avec les pays partenaires de l'OTAN pour le renforcement du flanc oriental de l'alliance, la quête fébrile pour une diversification des ressources énergétiques,² le combats contre la propagande de l'Etat russe, etc.³

Une attention moins prononcée et notamment moins systématique a été prêtée à l'évolution des opinions des citoyens de la région sur le positionnement de leur pays et de l'Union Européenne par rapport au conflit russo-ukrainien.⁴ Or, comme de nombreux écrits le montrent, l'influence de l'opinion publique et tout particulièrement des oscillations de celle-ci sur la

détermination des dirigeants de suivre des lignes politiques bien établies est considérable.⁵

Dans les pages qui suivent, nous allons essayer de mesurer les attitudes des citoyens hongrois, polonais et roumains par rapport aux stratégies des autorités nationales et européennes sur la guerre en Ukraine par le biais de l'exploration des données quantitatives et qualitatives et notamment à travers l'étude des résultats d'une série d'entretiens directement réalisées sur le terrain.

II. LES CITOYENS DES PECO ET LA GUERRE EN UKRAINE

Les premières enquêtes d'opinion sur la guerre en Ukraine datent de mars 2022, quelques semaines seulement après l'invasion des troupes russes. A partir de l'été 2022, certains instituts de sondages des PECO ont commencé à adresser à sonder plus régulièrement les citoyens sur leurs avis à propos de la guerre en Ukraine, tandis que les enquêtes d'opinion sur les mesures prises ou à prendre par les différents Etats ou bien par l'Union Européenne ou l'OTAN ont été lancées surtout à partir de l'hiver 2022-2023.

Il faut remarquer pourtant que les enquêtes réalisées sont dépourvues de systématisme et donc il est difficile à suivre l'évolution des opinions au niveau de l'ensemble des PECO. En revanche, les sondages sont plus consistants et les questions adressées sont plus semblables au niveau de trois pays de la région – la Hongrie, la Pologne et la Roumanie. A part le contenu plus similaire des questions adressées par les instituts ayant couvert ces trois pays, il convient de choisir ces trois Etats aussi parce qu'ils sont représentatifs par la diversité de leurs héritages historico-culturels et de leurs trajets politiques postcommunistes pour l'ensemble des PECO.⁶

Nous avons donc effectué une cumulation et une agrégation des résultats des enquêtes d'opinions

¹ T. Stępniewski, « The Russia-Ukraine War, NATO's Eastern Flank, and Ukrainian Refugees in Central Europe », *Studia Europejskie-Studies in European Affairs*, vol. 26, no. 2, pp. 7-15, 2022.

² K. Khan, A. Khurshid, J. Cifuentes-Faura, « Investigating the relationship between geopolitical risks and economic security: Empirical evidence from central and Eastern European countries », *Resources Policy* 85, 103872, 2023.

³ T. Kastouéva-Jean, « La guerre en Ukraine : choc géopolitique régional et global », *Revue d'économie financière*, vol. 147, no. 3, pp. 181-191, 2022.

⁴ T.G. Ash, I. Krastev, M. Leonard, « United West, divided from the rest: Global public opinion one year into Russia's war on Ukraine », *European Council on Foreign Relations*, February, 24, 2023.

⁵ M.A. Baum, Philip BK Potter, « The relationships between mass media, public opinion, and foreign policy: Toward a theoretical synthesis », *Annu. Rev. Polit. Sci.* 11, pp. 39-65, 2008.

⁶ J. Zweynert, N. Goldschmidt, « The two transitions in Central and Eastern Europe as processes of institutional transplantation », *Journal of Economic Issues*, vol. 40, no. 4, pp. 895-918, 2006.

réalisées entre janvier et août 2023 par les instituts les plus représentatifs des trois pays – IMAS, IFOP, INSOMAR, CPOR et Gallup – et nous les avons comparés et pondérés par les résultats de deux recherches de type Eurobaromètre les plus récentes – L'Eurobaromètre Standard EB 98 et EB 97 de la Commission (janvier-février 2023) et le « Parlemètre », Eurobaromètre du Parlement de l'automne 2022 : Eurobaromètre 98.1 du Parlement (octobre-novembre 2022).

Quels sont les principaux constats ? D'abord, que l'invasion russe est perçue comme étant une menace par une grande partie des habitants de la région, plus que par la moyenne européenne, mais, en même temps que des différences importantes surgissent notamment entre les Hongrois (dont seulement la moitié considèrent qu'il s'est agi d'une attaque contre l'ensemble de l'Europe) et les Polonais (qui sont à 90% à le penser, voir le *Tableau 1*). Ce clivage s'accroît lorsqu'il est question du soutien à accorder à l'Ukraine, notamment en matière militaire. Qui plus est, le renforcement de la présence de l'OTAN est soutenu seulement par deux Hongrois sur cinq, alors que les sanctions de l'UE contre la Russie, vigoureusement appuyées par les Polonais, sont bel et bien rejetées par une grande majorité des Hongrois. Selon les données que nous avons ou agrégé à partir de toutes ces enquêtes d'opinion, les Roumains se situent systématiquement entre les Polonais et les Hongrois, légèrement plus près des premiers que des derniers (*Tableau 2*).

L'invasion russe de l'Ukraine a été...	UE	Ho-Po-Rou ensemble	Hongrie	Pologne	Roumanie
...une menace pour la sécurité de l'UE	81%	88%	60%	95%	88%
...une menace pour la sécurité de votre propre pays	77%	90%	70%	95%	92%
...une attaque contre l'Europe tout entière	68%	78%	50%	88%	74%

Tableau 1.

	UE	Ho-Po-Rou ensemble	Hongrie	Pologne	Roumanie
D'accord avec le soutien économique de l'UE à l'Ukraine	74%	83%	55%	92%	80%
D'accord avec le soutien en équipement militaire et armement de l'UE à l'Ukraine	65%	64%	30%	75%	60%
D'accord avec le renforcement de la présence de l'OTAN dans le pays respectif	---	76%	41%	87%	71%
D'accord avec le renforcement de la présence de la France dans le pays respectif	---	46%	25%	40%	68%
D'accord avec les sanctions économiques de l'UE contre la Russie	74%	68%	35%	80%	62%
D'accord avec l'interdiction de diffusion dans l'UE de médias d'État russes	67%	63%	32%	73%	58%

Tableau 2.

Cependant, les citoyens de la région ont des opinions relativement plus compatibles à propos de la nécessité d'augmenter les dépenses en matière de défense, même s'ils pensent que ces efforts financiers

supplémentaires devraient surtout revenir à l'Union européenne et dans une bien moindre mesure aux Etats membres. Toujours est-il que l'idée du renforcement de la coopération européenne et surtout celle d'une politique commune européenne en matière de défense n'arrivent à convaincre que la moitié des Hongrois. (*Tableau 3*).

	UE	Ho-Po-Rou ensemble	Hongrie	Pologne	Roumanie
Pour le renforcement de la coopération européenne en matière de défense et sécurité	82%	74%	55%	82%	68%
Pour une politique commune en matière de défense et de sécurité	77%	67%	45%	72%	70%
Pour augmenter les dépenses de défense de l'UE	68%	73%	65%	75%	73%
Pour augmenter les dépenses de défense de son propre pays	60%	60%	48%	65%	57%

Tableau 3.

III. LE RAISONNEMENT : UNE ENQUETE QUALITATIVE

Ces données nous indiquent l'attitude générale des Est-Européens quant aux mesures prises par leurs Etats suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, elles ne nous expliquent point les motivations et les logiques qui sont derrière les attitudes respectives.

Afin de mieux comprendre les raisonnements qui mènent à ces types d'opinions, nous avons organisé une enquête de terrain en Hongrie, en Pologne et en Roumanie, qui a pris la forme de 27 interviews (9 par pays) et trois focus groupes, tenus à Debrecen (Hongrie), Radom (Pologne) et Ploiești (Roumanie), trois villes de province, avec au total 23 citoyens. Les participants ont été sélectionnés sur la base du critère de diversité (âge, sexe, niveau d'éducation, milieu de résidence), sans qu'il y ait forcément de la représentativité statistique – ce qui ne constitue pas par ailleurs l'objectif des recherches qualitatives. Nous avons en même temps exclu du lot des participants les éventuels acteurs plus ou moins engagés, tels les membres des partis politiques et des ONG, les élus et les spécialistes du domaine, au sens large du terme.

Les principaux résultats de cette enquête sont synthétisés dans les cinq points-clé que nous allons brièvement analyser et exemplifier par des citations dans les sous-sections suivantes.

A. L'installation d'un climat d'anxiété

Sans surprise, la grande majorité des interlocuteurs ont fait état d'une sensation généralisée de peur, qui les avait saisis notamment dans les journées et les semaines immédiatement ultérieures au déclenchement de l'invasion russe en Ukraine, une sensation aiguë suivie par un état d'anxiété à long terme. D'aucuns ont mis en avant d'abord le caractère inédit de la situation à laquelle ils se confrontaient, même si ce n'était qu'indirectement :

« La guerre nous a pris au dépourvu, car notre génération n'a pas connu de guerre et celle de nos

parents non plus ! » (*János, 34 ans, ingénieur, Hongrie*)

D'autres ont souligné le caractère profondément angoissant de la perspective d'un embrasement régional du conflit, dans les conditions où la perception d'être au plus près de la guerre les vulnérabilisaient davantage :

« Depuis le commencement de la guerre, je pense davantage à nos enfants, à leur avenir peut-être incertain et cela me donne une trouille terrible » (*Dana, 48, épicière, Roumanie*).

« Les deux premières semaines, jusqu'en mars [2022], j'ai à peine dormi, ce fut un cauchemar, car je m'attendais à chaque instant que les Russes nous bombardent » (*Jusztyna, 60, retraitée, Pologne*).

Ces sentiments correspondent à des ressentis individuels, de même qu'à des constats sur ce qui se passe au niveau de l'ensemble des semblables. Il est d'ailleurs plus fréquent chez les interviewés d'affirmer qu'ils ont de l'empathie pour leurs proches et concitoyens qui éprouvent des sentiments de peur que d'être eux-mêmes saisis par de tels sentiments :

« J'ai pensé aux très jeunes, mais aussi aux seniors et aux femmes qui devraient avoir la trouille devant cette guerre aux frontières du pays » (*J.L., 50, technicien, Rou.*).

B. Une prééminence des préoccupations sécuritaires

La sécurité individuelle et, en même temps, la sécurité nationale deviennent ou, dans une petite minorité des cas, redeviennent des préoccupations de premier ordre. Celles-ci inspirent certains participants à réfléchir sur l'évolution de leur propre rapport aux questions sécuritaires :

« Il y a eu un tournant dans les discours des dirigeants, mais aussi dans nos idées. Je me soucie davantage de notre sécurité depuis une année » (*Bertha, 50, institutrice, Hon.*).

Certains interviewés ont avoué leur besoin d'agir pour se protéger et protéger leurs proches dans ces nouvelles conditions marquées par une profonde insécurité :

« Je le confesse : j'ai assuré ma maison, j'ai mis de l'argent – quelques dizaines de milliers d'Euro – dans un compte en Suisse. J'ai dit à mon frère de rester en Amérique. Voilà ! » (*Jakub, 42, patron PME, PO*).

Enfin, l'effroi se combine parfois avec la résignation devant l'impossibilité d'agir sur des événements dont l'envergure dépasse la capacité d'agir du « menu peuple » :

« Nous prions chaque semaine pour la paix, c'est tout ce que nous pouvons faire » (*Rodica, 54, agricultrice, Rou.*).

C. La conscience du besoin d'une solidarité euro-atlantique ?

Si l'anxiété et les préoccupations sécuritaires sont partagées par nos interlocuteurs quel que soit leur pays de résidence, les opinions quant aux stratégies géopolitiques sont loin de faire l'unanimité. Notre recherche qualitative confirme la conclusion du survol des données quantitatives portant sur les avis différenciés des citoyens de la région notamment sur l'un des dilemmes classiques auxquels les pays sont confrontés en situation de crise : agir de concert avec les alliés ou faire cavalier seul.

Les interviewés polonais ont eu les opinions les plus tranchées en faveur du renforcement de la solidarité euro-atlantique, en mettant d'ailleurs davantage l'accent sur le besoin de renforcer les axes transatlantiques, notamment les relations privilégiées avec les Etats-Unis, que la solidarité européenne :

« Dorénavant, nos pays devraient agir à l'unisson, or ce sera la fin, Poutine nous aura tous » (*Bartek, 20 ans, étudiant, Pol.*).

« Nous devons nous assurer que nous restons les amis des Américains ; ce sont eux qui nous ont protégés contre les Bolchéviques et les Nazis, ce sont toujours eux qui nous défendent à présent » (*Nora, 39, libraire, Pol.*).

Sur une ligne plus oscillatoire et ambiguë, les Roumains se montrent plus méfiants à l'égard de l'ensemble des « grandes puissances », bien qu'ils aient une conscience historique du passé tumultueux des relations avec la Russie. De ce fait, les participants de Roumanie s'avèrent être plus Europhiles que philo-américains, tout en considérant qu'à bien des égards, l'Union Européenne n'est pas vraiment un géant géopolitique susceptible de faire peur :

« Oui, l'Europe doit être plus unie, mais ne soyons pas dupes, les Américains ne nous aimeront jamais, tout comme les Russes, il faut s'en méfier » (*Rebeca, 38, caissière, Rou.*).

Sans surprise, ce sont les Hongrois qui soutiennent le plus l'action autonome de leur Etat et qui sont les moins favorables au renforcement de la solidarité européenne ou transatlantique notamment en matière d'action commune face à la Russie.

« Je pense qu'il faut que chaque pays suive ses intérêts, qu'on arrête de nous obliger de détester la Russie » (*Zoltán, 51, vendeur, Ho.*).

A la différence des Polonais et notamment des Roumains, cette méfiance semble être surtout orientée contre l'UE, que certains interlocuteurs hongrois considèrent comme étant « plus dangereuse, car véhiculant des fausses valeurs » (*Magor, 20, barman, Ho.*), tandis qu'elle représente uniquement les intérêts de ses Etats-membres occidentaux :

« L'Union Européenne défend l'Ukraine seulement puisqu'elle se sent en danger. Nous pouvons très bien être le nouveau champ de bataille après l'Ukraine et puis, qui nous défendra, nous ? Alors il vaudrait mieux être plus neutres, plus raisonnables ! » (*Erika, 65, retraitée, Ho.*).

D. Pour la croissance des budgets de défense

La situation sécuritaire préoccupante, corroborée à l'absence d'une confiance réelle dans le fonctionnement effectif de la sécurité collective euro-atlantique (même si le renforcement de celle-ci reste souhaitable pour les Roumains et les Polonais), entraîne un soutien généralisé et indéfectible à l'augmentation des budgets des armées. Ce soutien s'explique en partie par les leçons apprises lors de la guerre en Ukraine :

« La résistance de l'Ukraine nous a montré qu'il fallait se préparer à la guerre : de l'argent, de l'équipement et des armes, beaucoup d'armes » (*Radu, 50 ans, chauffeur de taxi, Ro.*).

L'omniprésence dans les médias des thématiques sécuritaires a déterminé, au-delà de l'appui accordé aux dépenses de défense, une internalisation de la terminologie militaire dans le vocabulaire courant de nos interviewés :

« Au début, je croyais que ce n'était pas ce dont on avait besoin, mais maintenant, je le sais : il faut renforcer l'armée, avoir des drones, tout ce qu'il faut pour nous défendre, coûte que coûte ! » (*Jana, 42, fonctionnaire, Pol.*).

Sur ce volet, les citoyens des trois pays semblent avoir des opinions concordantes, très probablement le fruit d'une surexploitation des thématiques liées à la guerre dans les espaces publics de l'ensemble de la région :

« C'est seulement avec une armée forte qu'on résistera, il ne faut pas négliger les autres secteurs, mais il faut doter l'armée » (*Tamás, 32, barman, Hon.*).

E. Contrecarrer la propagande russe ?

La question de la nécessité, de l'opportunité et des moyens à employer pour contrecarrer la propagande des médias et des cercles d'influence russes est le plus épineux des sujets abordés dans notre enquête de terrain.

Au clivage devenu déjà classique entre les pro-Ukrainiens et les « neutres » s'ajoute un clivage entre les « intransigeants », qui pensent que les Etats et les sociétés devraient se protéger contre les idées et les opinions de nature à les déstabiliser, et les « libertaires », selon lesquels même les opinions et les attitudes les plus opposées par rapport à la norme dominante devraient être tolérées.

Ainsi, d'un côté, plusieurs participants ont critiqué la « naïveté » des sociétés européennes par rapport à

l'avancement de la propagande des médias russes dirigées contre leurs intérêts même :

« Avez-vous vu en Russie les télé occidentales critiquer Poutine ? Et alors ? Comment gagner la guerre si on est naïfs comme ça ? » (*Piotr, 25 ans, plombier, Pol.*)

De l'autre côté, certains interviewés voient dans les mesures prises contre la propagande russe les signes augurant une nouvelle époque marquée par le retour à la censure et les restrictions :

« Ce qui me gêne le plus avec ces interdictions, c'est qu'on finira par museler tous ceux qui ne font pas allégeance au pouvoir, à l'Europe, à l'Amérique ! C'est ça la démocratie ? » (*Mariana, 48, assistante médicale, Rou.*).

D'autres s'insurgent contre la « démesure » de la « propagande pro-ukrainienne » qui leur paraît être contre-productive :

« Je suis corps et âme avec l'Ukraine, mais on va trop loin, bientôt on va demander à Zelensky de choisir nos présidents et nos ministres » (*Flaviu, 41, technicien, Rou.*).

Enfin, notamment (mais pas du tout uniquement) parmi les participants hongrois, il y a une méfiance à l'égard du « narratif occidental » sur la guerre en Ukraine et de ce fait une opposition totale quant à toute restriction de l'accès à l'information, d'où que celle-ci vienne et quel que soit son contenu :

« Je crois qu'il faut cesser de mentir aux gens et de leur dire que Poutine est le seul coupable. En vérité, les choses sont plus compliquées ! » (*Hunor, 52, restaurateur, Ho.*).

IV. CONCLUSIONS

Comme nous l'avons pu constater à travers cette brève analyse, la guerre en Ukraine a changé les rapports des citoyens des PECO à la sécurité, à la coopération régionale et européenne et dans une certaine mesure même à la projection de leur avenir.

On ne peut pas ne pas observer que les discours officiels des dirigeants politiques sur la guerre en Ukraine ont des conséquences sur la manière des citoyens de se rapporter aux questions sécuritaires devenues très actuelles et très présentes dans les médias. Trois lignes semblent se dégager.

La première consiste dans un discours clairement pro-ukrainien, associé à une action ferme et directe en faveur de l'Ukraine. Dans une certaine mesure, ce discours consolide la confiance dans les mesures prises par l'UE et l'OTAN et renforce la solidarité occidentale. Cette attitude semble être plus spécifique aux Polonais, mais elle se retrouve partiellement chez les Roumains et chez une tout petite minorité des Hongrois. L'élément qui empêche les tenants de cette ligne-là d'adhérer à la

stratégie européenne à l'égard de l'Ukraine est le fait qu'ils la considèrent trop « molle », notamment en comparaison avec le positionnement britannique et américain sur la guerre déclenchée par Moscou contre Kiev.

La seconde est synonyme d'un discours pro-ukrainien associé à une action réelle mais moins consistante et surtout moins visible, ce qui se traduit dans l'opinion publique par un soutien plus conditionné des politiques d'appui à Kiev. Les mesures contre la propagande russe et l'appui en équipement militaire ne font point l'unanimité parmi les Est-Européens qui composent ce groupe constitué de Roumains, d'une minorité de Hongrois et d'une minorité de Polonais. Pour les adeptes de cette vision, les stratégies européennes par rapport à la guerre en Ukraine sont plus pertinentes car elles permettent entre autres d'éviter la prise d'une responsabilité directe par l'Etat où habitent les participants respectifs.

Enfin, un discours « neutre » sur l'Ukraine associé à une rhétorique souverainiste par rapport à l'UE et aux Etats-Unis, dont l'effet est l'absence d'une condamnation de l'agression de la Russie par l'opinion publique, le rejet de l'idée de sanctions contre Moscou et de l'appui massif accordé à l'Ukraine. Cette ligne

correspond aux avis d'une majorité des Hongrois, d'une minorité des Roumains et d'une très mince minorité des Polonais.

Pour finir, il convient de constater que, si le soutien à l'Ukraine reste majoritaire dans la région, il s'érode progressivement, alors que les préoccupations liées à une possible escalade du conflit demeurent élevées.

REFERENCES

- [1] T. Stępniewski, « The Russia-Ukraine War, NATO's Eastern Flank, and Ukrainian Refugees in Central Europe », *Studia Europejskie-Studies in European Affairs*, vol. 26, no. 2, pp. 7-15, 2022.
- [2] K. Khan, A.Khurshid, J. Cifuentes-Faura, « Investigating the relationship between geopolitical risks and economic security: Empirical evidence from central and Eastern European countries », *Resources Policy* 85, 103872, 2023.
- [3] T. Kastouéva-Jean, « La guerre en Ukraine : choc géopolitique régional et global », *Revue d'économie financière*, vol. 147, no. 3, pp. 181-191, 2022.
- [4] T.G. Ash, I. Krastev, M. Leonard, « United West, divided from the rest: Global public opinion one year into Russia's war on Ukraine », *European Council on Foreign Relations*, February, 24, 2023.
- [5] M.A. Baum, Philip BK Potter, « The relationships between mass media, public opinion, and foreign policy: Toward a theoretical synthesis », *Annu. Rev. Polit. Sci.* 11, pp. 39-65, 2008.
- [6] J. Zweynert, N. Goldschmidt, « The two transitions in Central and Eastern Europe as processes of institutional transplantation », *Journal of Economic Issues*, vol. 40, no. 4, pp. 895-918, 2006.